

Le fuyard, le fils «balance», le «mec» et la chanteuse: nouvelle bombe pour le RPR

Piégé par son fils Antoine que soutient Marie Laforêt, l'ancien conseiller général RPR Didier Schuller, en fuite depuis 1995, fait état de ses liens avec Charles Pasqua et Jacques Chirac

Robert Marmoz, Lyon

Publié le 24 janvier 2002 à 01:02.

Partager

Le RPR, Charles Pasqua qui en fut longtemps l'homme fort, et le président de la République, Jacques Chirac qui en est resté le véritable patron, n'avaient pas besoin de cela, à quelques semaines des présidentielles. Le retour sur la scène politico-médiatique de Didier Schuller, ancien conseiller général des Hauts-de-Seine (fief de Charles Pasqua), en fuite depuis 1995, est une nouvelle petite bombe qui donne de l'environnement de ces hommes une vision digne d'un film sur les grands mafieux. Rien n'y manque: corruption, villa de rêve, chantages et trahisons. Et pour faire bonne mesure, la réapparition d'une star de la chanson des années 70, aujourd'hui citoyenne suisse, Marie Laforêt. Le déballage commence lundi dans Le Parisien, qui s'était illustré une semaine plus tôt en publiant l'interview du juge Eric Halphen. Il annonçait son départ de la magistrature, dénonçant une justice à deux vitesses qui l'avait empêché de mener les investigations qui le rapprochaient de plus en plus de Jacques Chirac et de celui qui fut longtemps son bras droit, Charles Pasqua. Dépouillé peu à peu, par sa hiérarchie, de toutes ces affaires sensibles, Eric Halphen racontait comment, en enquêtant sur l'affaire des logements sociaux de Paris (les HLM, ndlr.) et celle des Hauts-de-Seine dont le conseiller général Didier Schuller était directeur général, il s'était senti menacé, écouté, filé. Une semaine plus tard, rebelote. Cette fois c'est le propre fils du sulfureux Didier Schuller, Antoine, qui «balance» tout ce qu'il sait de son père, de ses relations, et de sa cache: une luxueuse résidence, dans «Sea horse ranch» à Saint-Domingue. Dans ce «resort» pour très très riches, Didier Schuller, recherché par Interpol, vit, selon son fils, sous l'identité belge de Jean Wisser, une existence confortable, entre fêtes et parties de golf avec son «ami» le consul honoraire des Etats-Unis, William Kirkman qui régent le «Sea horse ranch». Le soir même de la parution du Parisien, Canal+ diffuse un document stupéfiant: l'enregistrement, devant caméra, d'une conversation téléphonique d'Antoine avec son père. Antoine le piège, tentant de le faire parler. Didier Schuller commence à lui expliquer à nouveau les raisons de sa fuite, puis, comprenant sans doute qu'il est enregistré, raccroche brutalement. Les spectateurs français ont cependant le temps de l'entendre dire: «Je t'ai déjà expliqué que quand je suis parti la situation était quand même extrêmement tendue, et qu'il y avait des gens qui auraient peut-être eu peur que je me mette à raconter des choses et que ces gens-là, à l'époque, avaient quand même des positions extrêmement fortes. Il y avait notamment un Monsieur qui était ministre de l'Intérieur et qui est un Monsieur d'origine corse, tu vois ce que je veux dire...» On ne pouvait plus expressément désigner Charles Pasqua, dont Didier Schuller était l'un des plus proches «protégés». Et il ajoute: «Je te rappelle Antoine, au cas où tu l'aurais peut-être oublié, que je suis quand même quelqu'un de relativement proche du mec qui dirige un petit pays qui s'appelle la France.» Le «mec» en question, Jacques Chirac, aurait sans doute préféré que ce «relativement proche» ne se rappelle pas ainsi publiquement à son bon souvenir, à quelques encablures de sa déclaration de candidature. Antoine Schuller a expliqué sa décision de parler par son écœurement devant la démission du juge Halphen dont il partagerait la conception de la justice. Il affirme aussi que, après cette décision, son père «était fou de joie» et aurait déclaré: «On a eu sa peau.» Antoine Schuller, dont il apparaît clairement qu'il règle des comptes avec son père, a été aidé dans sa démarche par deux personnes: Christian Cotten, énigmatique psychologue, grand pourfendeur entre autres, de la franc-maçonnerie, des services secrets, mais aussi de la Mission parlementaire de lutte contre les sectes, et l'ancienne chanteuse et comédienne, Marie Laforêt. Celle-ci a reconnu hier, encore dans Le Parisien, vouloir protéger Antoine qui fut le meilleur ami de son fils. Elle déclare qu'Antoine Schuller est, comme elle, «écœuré, scandalisé de voir que la justice n'avance pas». «La priorité c'est d'arrêter Didier Schuller», a-t-elle affirmé. Une priorité qui devra attendre: dès la parution de l'article du Parisien, Didier Schuller, sa nouvelle femme et leurs deux filles ont quitté précipitamment Saint-Domingue et leur cache de luxe. Visiblement le fuyard avait encore conservé des amis en France qui l'ont prévenu de la bombe qu'il

avait, involontairement, lancée.

INTERNATIONAL : Le retour de Didier Schuller à Paris est une bombe à retardement dans le débat électoral

Date de parution: Mercredi 6 février 2002

Auteur: Laurent Wolf, Paris

FRANCE. A sa descente de l'avion en provenance de Saint-Domingue, l'ancien élu RPR a été interpellé mardi sur le tarmac de l'aéroport de Roissy et emmené chez le juge d'instruction de Créteil.

L'opposition parlementaire accuse le gouvernement d'avoir négocié sa reddition. Elle tente d'accréditer l'idée d'un plan ourdi par le Parti socialiste et destiné à salir le président de la République

Didier Schuller a tenu parole. La semaine dernière, après les déclarations de son fils Antoine qui dénonçait son existence de pacha réfugié dans un quartier doré de Saint-Domingue, il avait promis de revenir à Paris pour s'expliquer devant la justice. Il a atterri mardi à 13 h 05 à l'aéroport de Roissy; il a été immédiatement interpellé par la police sur le tarmac, et emmené au Tribunal de Créteil (Val-de-Marne) près de Paris, où l'attendait le juge Philippe Vandingenen qui instruit l'affaire des HLM des Hauts-de-Seine.

Didier Schuller est venu seul. Il est l'objet d'un mandat d'arrêt international émis après sa fuite en février 1995. Il a d'abord résidé deux ans aux Bahamas, avant de s'installer à Saint-Domingue. Il a laissé derrière lui ses deux filles et sa compagne, elle aussi sous mandat d'arrêt international. L'accord d'extradition entre la France et la République dominicaine n'étant pas encore ratifié, il est probable que cette dernière pourra séjourner dans l'île pendant un certain temps sans être inquiétée. Le juge d'instruction du Tribunal de Créteil devait signifier à Didier Schuller sa mise en examen pour «abus de biens sociaux, trafic d'influence, complicité et recel» avant qu'il soit mis en détention provisoire dans le quartier VIP de la prison de la Santé à Paris.

Peu avant son départ de Saint-Domingue, un hebdomadaire de l'île avait publié cette déclaration de Didier Schuller: «Je ne vais pas me suicider, ni maintenant ni jamais. De sorte que si, un jour, on me retrouve mort, ç'aura été de la main de mes ennemis.» De coups de théâtre en rebondissements, l'affaire Schuller est devenue une bombe à retardement placée dans le débat électoral français.

En 1994, le juge Eric Halphen commence à enquêter sur des détournements de fonds publics dans les marchés passés par l'office HLM de Paris et celui des Hauts-de-Seine, où sont impliqués deux proches de Charles Pasqua, Didier Schuller et Patrick Balkany. Ces détournements auraient été opérés au profit du Rassemblement pour la République (RPR), le parti de Jacques Chirac. En décembre, Didier Schuller, qui a été directeur de l'office de 1986 à 1994 et qui a été conseiller général du RPR dans le département, est surpris en train de remettre de l'argent au beau-père du juge Halphen. On comprendra ensuite qu'il s'agissait d'une manœuvre de déstabilisation du juge, qui sera cependant dessaisi du volet Hauts-de-Seine de l'affaire.

Le retour de Didier Schuller tombe à pic. Son dossier doit être examiné ce mercredi par la chambre de l'instruction de la Cour d'appel de Paris, qui est saisie de requêtes en nullité déposées par plusieurs personnalités mises en examen dans la même instruction. Entre-temps, il a changé de défenseur, passant d'un avocat proche du RPR et de Jacques Chirac à un avocat proche du Parti socialiste. Et même si Didier Schuller affirme qu'il est revenu pour arracher son fils aux mains d'une «secte fasciste européenne», l'enchaînement de ces événements est considéré comme l'effet d'un complot par les responsables politiques de l'opposition parlementaire française.

Après les propos d'Alain Juppé, qui dénonçait dimanche dernier une «campagne ordurière» destinée à «salir le président de la République», les personnalités du RPR ont déclenché un feu roulant pour accréditer l'idée que tout est le résultat d'un plan ourdi par un «cabinet noir» du Parti socialiste, voire par le gouvernement. Patrick Devedjian, député et conseiller politique du RPR, a accusé ce dernier d'avoir négocié le retour de Didier Schuller. «Pour ce qui est du RPR, ses fédérations ou le centre national, il n'a jamais vu un centime de Didier Schuller», a-t-il affirmé sur la chaîne de radio RTL. «C'est trop facile d'expliquer ce que l'on a fait pour son compte personnel en l'imputant à un parti politique.» Selon lui, un rapport de police démontre que «le RPR est totalement hors de cause et que les détournements qui sont reprochés à Didier Schuller ne lui ont profité qu'à lui exclusivement»; il s'agit de l'«utilisation d'une situation

de droit commun [...] destinée à frustrer les Français de la réalité du débat politique».

«Pourquoi tant d'énervement au RPR? C'est la question que je me pose, a rétorqué Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale. Laissons la justice faire son travail, tout simplement.» Et il a ajouté: «Les socialistes ne mangent pas de ce pain-là; nous, nous souhaitons que la campagne se fasse sur le projet.»

Pour l'heure, ce sont les affaires qui alimentent les discussions. Même s'il n'est pas sûr qu'elles pèseront lourd, finalement, dans la décision des électeurs. Et même s'il est encore moins sûr que Didier Schuller fera des révélations et que cette «bombe à retardement» explosera avant les échéances électorales.

Le fils dénonciateur et le gérant de fortune flambeur

Jean-Claude Péclet

Déclenchée à Genève par une sombre brouille familiale, l'affaire Schuller pourrait y rebondir.

Pas banal, le fiston délaissé qui dénonce papa à la police française et au FBI, à l'entourage de Lionel Jospin, avant de le piéger au téléphone sur Canal Plus... A en croire Antoine Schuller, 26 ans, sans occupation fixe, c'est dans l'appartement genevois de la chanteuse Marie Laforêt, où il est hébergé, qu'il aurait «ouvert les yeux» sur les relations «mafieuses» de son père.

Comment? En fouillant pendant dix jours le disque dur d'un Macintosh dont s'était servi l'ex-mari de Marie Laforêt, un agent de change domicilié dans le même immeuble du Bourg-de-Four. Ce petit monde s'est aimé et se déteste. Antoine Schuller découvre dans les fichiers de l'ordinateur que son père et l'agent de change se connaissent bien et fréquentent les mêmes milieux. Chapitré par la chanteuse, drillé par le psychologue Christian Cotten – un étrange personnage qui s'est présenté aux élections européennes sur une plateforme fumeuse où il affirme que les services secrets français sont responsables du massacre du Temple solaire – Antoine Schuller enchaîne les interviews pour dénoncer les turpitudes paternelles. Il affirme aussi détenir des documents compromettants sur les francs-maçons ainsi que plusieurs affaires d'Etat.

Si explosives que soient ces «révélations» le juge d'instruction français Philippe Vandingenen n'a pas estimé utile d'entendre Schuller junior jusqu'à présent. En revanche, il semble s'intéresser d'assez près aux comptes ouverts par le père chez l'ex-gérant de fortune genevois Jacques Heyer, en attente de procès pour faillite frauduleuse. A en croire Le Parisien de mardi, le juge aurait envoyé une commission rogatoire aux autorités judiciaires genevoises. Celles-ci n'ont encore rien reçu mais estiment «hautement vraisemblable» qu'une telle démarche soit effectuée.

Que vient faire Jacques Heyer dans l'affaire Schuller? Selon certaines sources citées récemment par Libération, Didier Schuller serait une des victimes des affaires malheureuses ou frauduleuses du gérant de fortune. Reste à savoir de quelle façon, car son nom n'apparaît pas directement dans les dossiers qu'a saisis la justice genevoise. Il n'est pas impossible qu'à l'instar d'autres clients, Didier Schuller ait utilisé des prête-noms.

Les clients de Jacques Heyer se recrutaient beaucoup dans le gratin sportif, du show-business, des affaires et de la politique françaises. Le Genevois avait ainsi acheté à Saint-Tropez un terrain pour sa propre villa (où il vit encore) ainsi que pour celle, voisine, de Jean-Claude Killy. Ce dernier aurait suspendu ses relations d'affaires avec Heyer le jour où il l'aurait vu à Genève au volant d'une Bentley peu compatible avec la discrétion et la retenue d'un gérant de fortune. «Sympathique, flambeur, le cœur sur la main et pas très futé», selon un de ses proches, Jacques Heyer a creusé un trou de 30 millions en gérant de façon peu orthodoxe des titres américains volatils. Parmi les lésés figurent la chanteuse Petula Clark et le champion de tennis Henri Leconte.

Si le juge d'instruction Marc Tappolet a été saisi d'une demi-douzaine de plaintes, beaucoup de clients français ont fait le poing dans la poche pour ne pas éveiller l'attention du fisc de leur pays. C'est parmi eux que se trouvent peut-être Didier Schuller ou d'autres responsables politiques du RPR dont les noms circulent avec insistance dans le monde de la finance genevoise, et qui expliquent sans doute la curiosité du juge Vandingenen.